

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1835 - 23 décembre 1993 - 3 F

### D 1835 **GUATEMALA** : BLOCCAGE DES NÉGOCIATIONS DE PAIX GOVERNEMENT-GUÉRILLA

Officiellement commencées en 1991 par l'accord-cadre de Quérétaro (cf. DIAL D1620), les négociations entre le gouvernement et la guérilla se sont enlisées sous le gouvernement Serrano (cf. DIAL D 1644). Paradoxalement, l'accord de paix en El Salvador entre le gouvernement et la guérilla de ce pays a compliqué la tâche des négociateurs guatémaltèques qui butent sur le problème majeur de la réforme de l'armée (cf. DIAL D 1775). Le remplacement, après des soubresauts inattendus, du président Serrano par le président De León Carpio (cf. DIAL D 1789), laissait entendre que les pourparlers de paix avaient plus de chance de reprendre. Il n'en a malheureusement rien été puisque, le 8 octobre 1993, le gouvernement guatémaltèque transmettait au secrétaire général de l'ONU une nouvelle proposition de "plan national de paix", vite considéré par la guérilla comme une "déclaration de guerre". On y constatait, entre autres durcissements, la mise à l'écart du médiateur qu'était, dès le début des pourparlers, l'archevêque de Guatemala-Ville. Tout porte à penser que le président de la République a été contré par les milieux militaires et a dû revenir sur la première version de son plan daté du 8 juillet dernier, beaucoup plus ouvert que celui du 8 octobre suivant.

Commentaire ci-dessous de **ALAI** du 25 octobre 1993.

Note DIAL

## LE PLAN DE PAIX BLINDÉ

par Osvaldo León

Le 8 octobre 1993, le gouvernement du président Ramiro de León Carpio a présenté au secrétaire général des Nations unies un "plan national de paix" qui, dans le pays, a été qualifié par divers milieux sociaux de "proposition guerrière" écartant toute possibilité d'aboutir à un règlement politique du conflit armé qui dure depuis plus de trente ans.

L'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), pour sa part, a rejeté catégoriquement la proposition gouvernementale. Le mouvement a déclaré que cette proposition était "extrêmement préoccupante" et qu'il était "nécessaire de dénoncer la totale dérive que le gouvernement et le haut commandement militaire cherchent à imposer aux négociations pour une paix juste, ferme et durable". Selon la guérilla, le plan de paix gouvernemental reflète "les positions les plus récalcitrantes des milieux de l'initiative privée et de ceux qui, dans l'armée, s'opposent à la négociation. Il contient des propositions négatives correspondant à une vision unilatérale et tendancieuse du processus". Dans le fond, c'est un "ultimatum adressé à l'UNRG".

Les milieux de l'insurrection soulignent également que cette proposition officielle, entre autres aspects, cherche à se dérober à *"la signature immédiate d'un accord global sur les droits de l'homme sous l'égide et la surveillance internationale des Nations unies, lequel accord créerait les conditions d'une négociation fiable, garantie, effective et politique"*. Ils rappellent en même temps leur volonté de reprendre les négociations sur la base des propositions faites par Mgr Rodolfo Quezada Toruño en tant que conciliateur dans le processus.

Dans le plan présenté par le président De León Carpio, le conciliateur est éliminé. Une disposition critiquée par le Prix Nobel de la paix Rigoberta Menchú. Celle-ci a également fustigé la proposition officielle qui *"n'attribue pas un rôle clair à la société civile et a provoqué une forte polémique et une grande frustration au Guatemala"*.

De son côté, dans un communiqué publié le 19 octobre, la Conférence épiscopale guatémaltèque a fait savoir que *"pour que le dialogue de paix soit effectif, il est indispensable de garantir le respect total des droits de l'homme au plan individuel, social, économique, culturel et politique"*. En effet, *"une déclaration unilatérale du gouvernement n'est pas suffisante"*, car *"il est impératif qu'un accord soit signé"* afin de garantir *"la pleine observance de ces droits"*. Le communiqué ajoute que *"comme Eglise nous avons le devoir de participer activement au processus de paix"*, quand bien même *"nous ne serions pas d'accord avec tel ou tel plan de paix"*.

La présentation du plan gouvernemental a été l'occasion d'une nouvelle frustration parmi la population, dont la confiance envers l'actuel président de la République baisse rapidement. Se faisant l'interprète de ce sentiment, la Coordination nationale de veuves du Guatemala (CONAVIGUA) souligne, dans une déclaration publique, que cette proposition officielle est *"une déclaration de guerre"*. Elle fait savoir que le président de la République a quasiment raté l'occasion de mettre à profit le soutien dont il bénéficiait au plan national et international, pour réformer l'Etat et *"éradiquer définitivement la corruption, l'impunité, la violation des droits de l'homme et la marginalisation dont notre peuple est l'objet"*. En effet, au lieu de s'appuyer sur *"les secteurs vraiment démocratiques et populaires intéressés au développement du pays"*, il a préféré s'en remettre *"aux intérêts et aux desseins des groupes les plus obscurantistes de l'armée et de l'entreprise privée"*.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)